

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°732 / Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2022

À fin septembre 2022, la conjoncture économique en Guadeloupe demeure favorable, mais l'inflation commence à peser sur plusieurs indicateurs. Les chefs d'entreprises constatent une nouvelle progression de l'activité, tirée par la consommation des ménages, les hausses de salaire et les mesures publiques en faveur du pouvoir d'achat. En parallèle, les indicateurs du marché de l'emploi conservent une bonne dynamique : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, en fin de mois, diminue de 3,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Les professionnels interrogés prévoient d'accroître leurs investissements sur les douze prochains mois, pour répondre à la hausse d'activité. Pour autant, ils font part d'une nette dégradation de leurs charges, liée au contexte inflationniste. Par ailleurs, leur trésorerie se dégrade, en dépit de politiques de recouvrement des créances plus agressives.

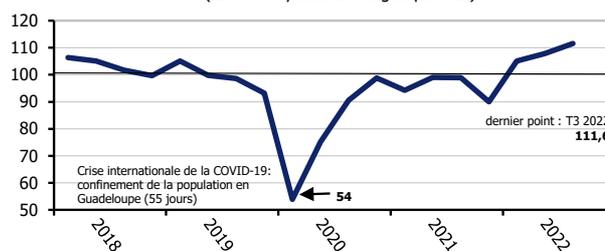
Dans le détail, l'activité s'améliore dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie où elle peine à décoller. Les secteurs du commerce, des services marchands, du BTP et du tourisme restent dynamiques. Cependant, le secteur du BTP subit la hausse des coûts et les difficultés d'approvisionnement, tandis que la forte hausse des prix des billets d'avion impacte celui du tourisme.

Des tensions inflationnistes toujours aussi pesantes sur la reprise économique

Le climat des affaires s'améliore grâce à l'activité

Entre juin et septembre 2022, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à 111,6 points (+3,7 points). Les professionnels interrogés perçoivent une augmentation de l'activité, portée par le desserrement des restrictions sanitaires depuis fin mars. Par ailleurs, les délais de paiement diminuent en raison d'un renforcement des politiques de recouvrement. Selon les chefs d'entreprise, ces dynamiques devraient perdurer au prochain trimestre. Pour autant, le contexte géopolitique (retards de livraison, hausse du coût des matières premières, etc.) continue de peser sur leur trésorerie qui se dégrade.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



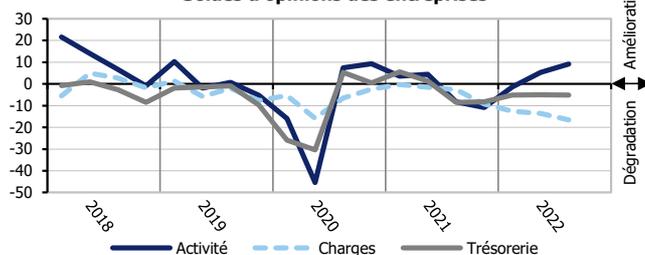
Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Un redressement de l'activité limité par l'impact croissant de l'inflation

Au 3^e trimestre 2022, le regain d'activité se poursuit.

Cependant, la situation financière des entreprises se dégrade en raison du contexte inflationniste. À fin septembre, 41 % des professionnels interrogés constatent un alourdissement des charges d'exploitation (contre 38 % à fin juin). Ainsi, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se détériorent : les impayés sur effets de commerce progressent de 8,6 % sur trois mois (126 impayés enregistrés au 3^e trimestre), tandis que les créations d'entreprises reculent de 7 % (1 086 créations au cours du 3^e trimestre).

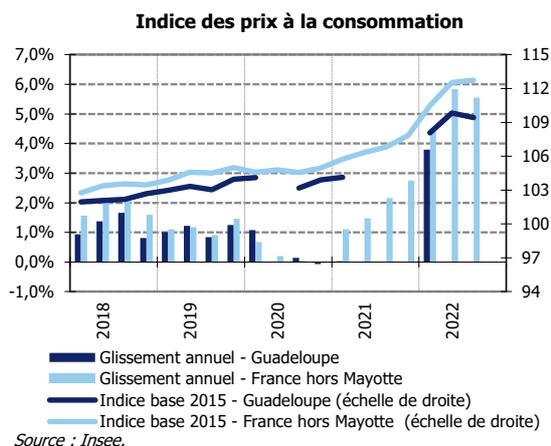
Soldes d'opinions des entreprises



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

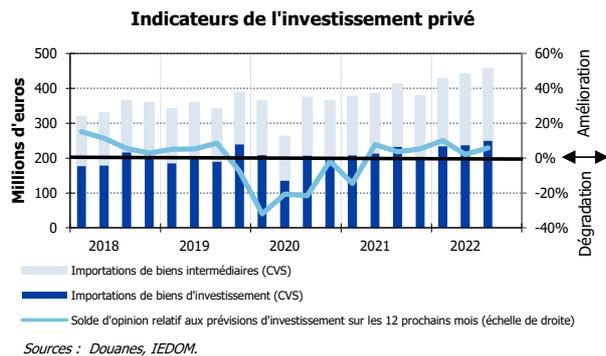
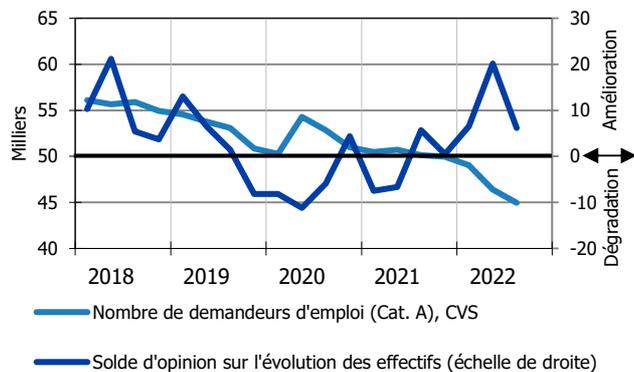
Des investissements nécessités par la reprise

Fin septembre 2022, les investissements des entreprises du secteur privé progressent. Sur trois mois, les importations de biens d'investissement augmentent de 5,1 % (+1,6 % au trimestre précédent, CVS). En glissement annuel, les immatriculations de véhicules utilitaires sont plus élevées qu'au 3^e trimestre 2021 (+16,3 %, après -3,3 % trois mois plus tôt). Les chefs d'entreprise envisagent de poursuivre leurs efforts : 34 % des répondants à l'enquête de conjoncture prévoient d'augmenter leurs investissements sur les douze prochains mois (28 % au 2^e trimestre). Par ailleurs, l'investissement privé reste orienté à la hausse, en dépit d'une légère remontée des taux moyens des crédits à l'équipement de la place guadeloupéenne (+0,19 point sur trois mois à 1,96 %, après -0,10 point au trimestre précédent).



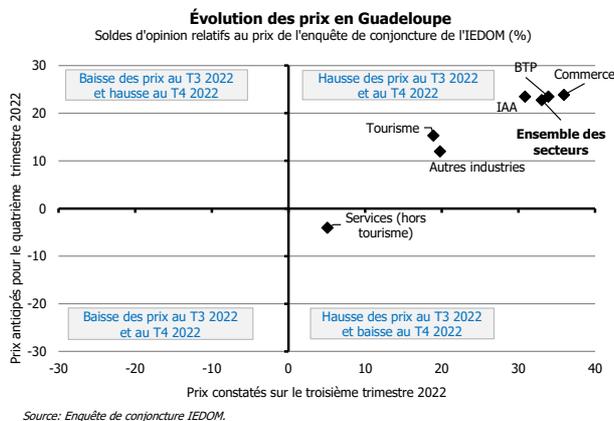
Cependant, la majorité des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM déclarent subir une hausse du coût des matières premières (90 % professionnels interrogés). Depuis le début de l'année, le surcoût atteint 17 % en moyenne. Plus de 70% d'entre eux envisagent de répercuter cet accroissement au moins partiellement sur leurs prix de vente, alors qu'ils étaient deux tiers au trimestre dernier. Les prix pratiqués par les entreprises devraient augmenter dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des services marchands (hors tourisme). Les secteurs du commerce, du BTP et de l'industrie agroalimentaire (IAA) devraient procéder aux hausses tarifaires les plus marquées.

Marché de l'emploi (données CVS, en milliers)



Une baisse des prix à la consommation favorisée par les aides à la pompe

Au 3^e trimestre 2022, l'indice des prix à la consommation baisse. L'IPC atteint 109,4 points, soit une diminution de 0,4 % par rapport au 2^e trimestre 2022. En France (hors Mayotte), l'évolution des prix stable sur trois mois (+0,2 %). Il diminue sous l'effet de la chute des prix de l'énergie (-8,2 % sur le trimestre), ainsi que celle des prix des transports (-14,3 %). La baisse des prix de l'énergie est notamment liée à la remise de 15 cts d'euros par litre instauré par le décret du 22 août, puis de 25 cts d'euros en septembre. Toutefois, la baisse des prix est générale : les prix des services et des produits manufacturés reculent respectivement de 0,4 % et 0,1 %. Seuls les prix de l'alimentation augmentent (+3,6 %), en lien avec la tempête Fiona de septembre.



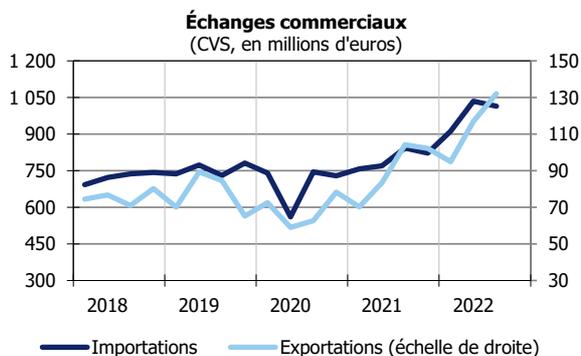
Le marché de l'emploi bénéficie de l'amélioration de la conjoncture

Entre juillet et septembre 2022, les indicateurs du marché de l'emploi sont bien orientés. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 45 000 personnes (-3,1 %, après -5,4 % au 3^e trimestre, CVS). En parallèle, 960 offres d'emploi sont déclarées en moyenne par mois (+4,3 %, après -5,2 % trois mois plus tôt, CVS). Les professionnels interrogés souhaitent poursuivre le renforcement de leurs effectifs, pour faire face à l'accroissement d'activité. Toutefois, les chefs d'entreprise s'inquiètent d'effectifs plus âgés. Outre le vieillissement de la population, ils font face à des difficultés de recrutement des plus jeunes. L'inadéquation des qualifications ou le refus des emplois proposés sont mis en avant. Au 2^e trimestre, 80 715 personnes travaillent dans le secteur privé en Guadeloupe.

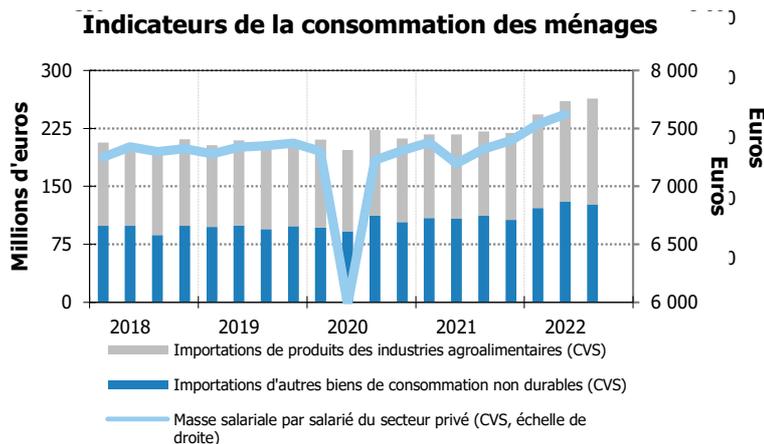
La consommation des ménages encouragée par les mesures de soutien du pouvoir d'achat

Au 3^e trimestre 2022, la consommation des ménages enregistre une légère progression. Les importations de biens de consommation non durables¹ progressent de 1,2 % sur le trimestre (contre +7,2 % au trimestre précédent, CVS). Les immatriculations de véhicules de particuliers augmentent également de manière modérée (+0,3 %, CVS), après une augmentation marquée les mois précédents en raison de retards de livraison. Par ailleurs, cette légère augmentation de la consommation se fait dans des conditions d'octroi de crédits qui se resserrent : le taux moyen des crédits à la consommation en Guadeloupe s'établit à 4,55 % au 3^e trimestre (+0,28 point sur trois mois).

Globalement, les augmentations salariales et les mesures publiques en faveur du pouvoir d'achat contribuent à cette dynamique. Depuis le 1^{er} août 2022, le SMIC horaire est revalorisé à 11,07 € (+22 centimes) compte tenu de l'inflation. Au 2^e trimestre, le salaire moyen dans le secteur privé progresse de 1,1 %. Dans le secteur public, le point d'indice utilisé pour le calcul des salaires augmente de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 2022.



Indicateurs de la consommation des ménages



Amélioration de la balance commerciale

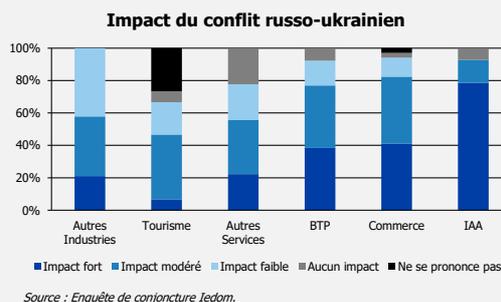
À fin septembre 2022, la balance commerciale s'améliore sur trois mois. Les exportations s'inscrivent en hausse de 13 % (CVS). En un an, les exportations ont augmenté de 26,9 % (CVS). Cependant, cette évolution est principalement liée à réexpédition de produits pétroliers depuis la Guadeloupe (+19,7 % ce trimestre et +64,7 % en un an, CVS). Hors énergie, les exportations augmentent de 4,1 %.

En parallèle, les importations reculent de 2 % (CVS). Dans le détail, elles diminuent principalement en raison de la baisse des importations d'énergie (-16 %, CVS). Les importations de produits de communication y contribuent également (-10 %, CVS).

L'inflation freine les dynamiques sectorielles

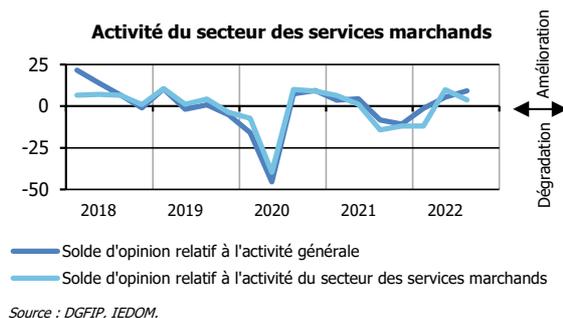
L'IMPACT DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN S'ACCROÎT

La hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement demeurent au centre des inquiétudes des chefs d'entreprise. Au 3^e trimestre 2022, près de 90 % des entreprises interrogées confirment un impact du contexte géopolitique sur leur activité (+3,2 points par rapport au 2^e trimestre), au moins jusqu'à la fin 2022. Par ailleurs, elles sont plus nombreuses à constater un impact fort du conflit (35 % des entreprises interrogées contre 28 % au 2^e trimestre). Seuls 7 % d'entre elles estiment qu'elles seront épargnées (9 % au trimestre précédent).

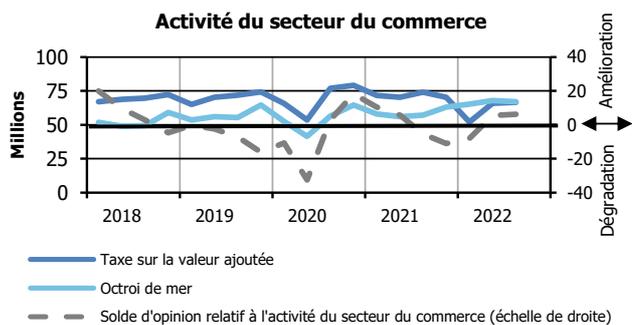


L'activité des services marchands ralentit

Au 3^e trimestre 2022, l'activité du secteur des services marchands (hors tourisme) progresse, mais moins vite qu'au trimestre précédent. Les professionnels du secteur mettent en avant la détérioration des charges qui pèsent sur leur trésorerie. Dans ce contexte, ils se montrent prudents : ils ont l'intention de maintenir leurs investissements au même niveau sur les douze prochains mois, à effectifs constants. Ils anticipent une diminution de l'activité au 4^e trimestre.



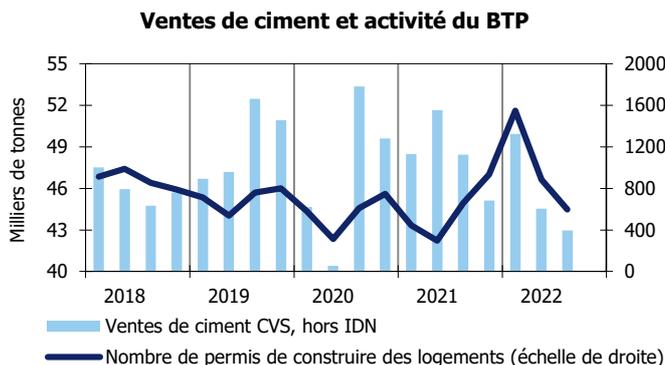
¹ La durabilité d'un bien acquis représente son caractère pérenne. Ainsi les biens durables (véhicules, meubles, etc.) sont opposés aux biens non durables (alimentation, énergie, etc.).



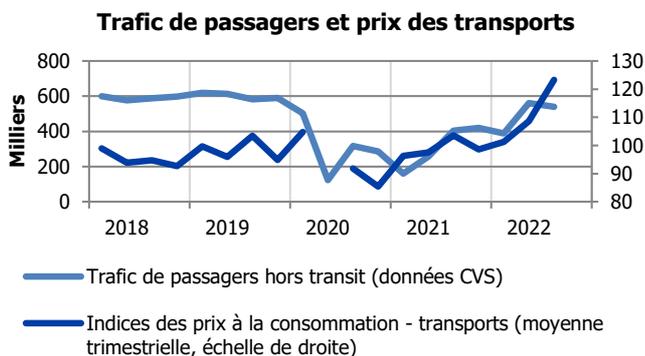
Source : DGFIPI, IEDOM.

L'inflation et les délais d'approvisionnement freinent le secteur du BTP

Dans le secteur du BTP, les chefs d'entreprises font part d'inquiétudes croissantes. Au 3^e trimestre 2022, ils constatent une dégradation de leur trésorerie. Les problématiques de prix des matériaux et d'approvisionnement entraînent le ralentissement des chantiers, voire leur report. Dans ce contexte, les ventes de ciments s'inscrivent en baisse (-3,5 %, après -10,8 % au précédent trimestre, CVS). Les permis de construire des logements diminuent également (-32,5 % après -42,8 % trois mois plus tôt). Le secteur pâtit aussi d'une commande publique moins dynamique. Au prochain trimestre, les professionnels du secteur s'attendent à une nouvelle dégradation de leur trésorerie.



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, Insee.

L'activité touristique est entravée par la hausse des prix des billets d'avion

Au 3^e trimestre 2022, l'activité touristique progresse moins qu'au 2^e trimestre, selon les professionnels du secteur. Le nombre de passagers hors transit et le nombre de nuitées diminuent sur trois mois (respectivement -3,9 % et -12,4 %, CVS). Les prix des transports, tirés à la hausse par ceux de l'énergie, contribuent en partie à ce recul : l'indice des prix à la consommation des services de transport s'établit en moyenne sur le trimestre à 123,3 points (+14,6 points par rapport au 2^e trimestre). En effet, en un an, le prix des billets d'avion entre la métropole et la Guadeloupe a subi une hausse de 29,7%². Toutefois, la Route du rhum, prévue au cours du mois de novembre, génère beaucoup d'attentes. Les chefs d'entreprises considèrent que l'évènement générera des retombées positives pour l'activité du secteur.

L'industrie pénalisée par les conditions d'échanges extérieurs

Dans les industries (hors IAA), l'activité diminue. Les chefs d'entreprises constatent une hausse de leurs charges liées aux tensions sur les prix des matières premières. Celles-ci sont exacerbées, pour certains, par l'évolution défavorable de la parité euro-dollar. Dans ce contexte, leur trésorerie est mal orientée.

La consommation des ménages bénéficie à l'industrie agroalimentaire, mais le secteur primaire demeure fragilisé

Au troisième trimestre 2022, l'activité du secteur s'améliore, tirée par la consommation des ménages de produits des IAA. Les importations de produits des IAA progressent de 5,2 % sur trois mois (+7,6 % au trimestre précédent, CVS). Toutefois, la hausse des prix des matières premières et des matériaux de conditionnement continue de peser sur les charges du secteur. **En parallèle, l'activité du secteur primaire évolue en demi-teinte.** Les exportations de bananes progressent sur trois mois (+7,4 %, CVS), mais les abattages des filières porcines et bovines diminuent de nouveau (respectivement -9,1 % et -1,9 %, CVS). Par ailleurs, les dégâts causés aux cultures par la tempête Fiona à mi-septembre laissent présager un 4^e trimestre de moins bon augure.

² Source : DGAC, données septembre 2022, en glissement annuel.

La conjoncture régionale et internationale

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées en juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, soit son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accélère fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.

LES PAYS EXPORTATEURS DE LA CARAÏBE PROFITENT DE L'INFLATION

Dans ses perspectives économiques d'octobre, le FMI confirme l'amélioration économique entamée en 2021 dans la **zone Caraïbe**¹. Toutefois, elle est inégalement répartie : les pays exportateurs² profitent ainsi de l'envolée des prix des matières premières et retrouvent des niveaux d'avant crise sanitaire alors que, en parallèle, les économies dépendantes du tourisme³ pâtissent de la remontée des prix des transports qui limite l'ampleur de leur reprise économique. Globalement, le pic d'inflation, alimenté par les prix de l'énergie et de l'alimentation, devrait être atteint en 2022 dans la région.

Dans les **pays exportateurs de la Caraïbe**, le FMI prévoit une progression soutenue du produit intérieur brut (PIB). La croissance devrait atteindre +24,6 % en 2022, puis +12,8 % en 2023 (+6,1 % en 2021). L'inflation devrait s'établir à 10,8 % fin 2022, avant une baisse plus marquée en 2023, à 6,8 % (11 % en 2021).

Dans les **pays de la zone dépendants du tourisme**, le FMI s'attend à une baisse de la croissance. Après -7,8 % en 2021, celle-ci devrait atteindre -5,2 % fin 2022, avant une nouvelle baisse en 2023, à -3,6 %. Fin 2022, l'inflation atteindrait 8,3 % (5,4 % en 2021) avant une diminution en 2023 à 4,3 %.

À **Sint-Maarten**, selon les prévisions de la Centrale Bank van Curaçao en Sint Maarten, l'économie devrait croître de +5,8% en 2022, soit un ralentissement de la croissance par rapport à 2021(+8,2 %). L'activité économique a continué de croître grâce au tourisme, avec un nombre de visiteurs au-dessus de celui de 2019. Selon les prévisions, le troisième trimestre 2022 devrait être marqué par un fort taux d'inflation, équivalent à 6,1 %, dû à la hausse des prix de l'énergie.

Curaçao profite également d'une bonne dynamique de croissance en 2022, avec un taux de croissance de +5,5% en 2022, et une hausse du PIB réel de +19 % sur le premier trimestre de 2022, malgré un taux d'inflation élevé (6,3 % en un an).

En **Jamaïque**, le PIB réel devrait augmenter dans un intervalle compris entre +2,5 % et +3,5 % au troisième trimestre 2022, après avoir enregistré une hausse de +4,8 % au trimestre précédent, portée encore une fois par la reprise du tourisme. La Banque centrale de Jamaïque (BOJ) souligne que la croissance provient en partie du flux important d'entrées de fonds extérieurs sur l'île. Le taux d'inflation cible (4 % à 6 %) n'est pas atteint ce trimestre, atteignant 9,9 %.

¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Guyana, Suriname, Trinidad-et-Tobago.

² Guyana, Suriname, Trinidad-et-Tobago.

³ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines.

Sources : FMI, Banque Centrale de la Jamaïque, Banque centrale de Sint-Maarten et Curaçao